

## L'invention africaine de l'écologie française

Histoire de la station de Lamto (Côte d'Ivoire), 1942-1976

Guillaume Lachenal

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1662>

DOI : [10.4000/histoire-cnrs.1662](https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.1662)

ISSN : 1955-2408

### Éditeur

CNRS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 3 novembre 2005

ISBN : 978-2-271-06349-6

ISSN : 1298-9800

### Référence électronique

Guillaume Lachenal, « L'invention africaine de l'écologie française », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 13 | 2005, mis en ligne le 03 novembre 2007, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1662> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.1662>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

---

# L'invention africaine de l'écologie française

Histoire de la station de Lamto (Côte d'Ivoire), 1942-1976

Guillaume Lachenal

---

- 1 Les années 1960 et 1970 ont été décisives pour la structuration institutionnelle et théorique de l'écologie en France. Ce moment a coïncidé avec l'apogée d'un type ambitieux de recherche écologique : l'étude quantifiée, exhaustive et synthétique du fonctionnement des « écosystèmes », définis comme des unités de nature stables et isolables. En s'intégrant à ce projet d'écologie systémique, les premiers pas de l'écologie française se sont inscrits dans un mouvement inédit d'internationalisation de la recherche en sciences de la vie, encouragé et entériné à l'échelle mondiale par le Programme biologique international (PBI)<sup>1</sup>. Consacré à coordonner l'étude des écosystèmes du globe, ce programme a permis à l'écologie de s'affirmer comme une discipline à part entière, pleinement insérée par son mode d'organisation et de financement dans la *big science* contemporaine<sup>2</sup>. Le présent article examine un aspect singulier de l'avènement, dans le champ français, de l'écologie comme pratique instituée, internationale et interdisciplinaire : c'est dans d'anciennes colonies françaises d'Afrique que les études d'écologie systémique de la période 1960-1970 ont trouvé leur terrain d'élection.
- 2 L'histoire de la station d'écologie de Lamto en Côte d'Ivoire, créée en 1962 par l'École normale supérieure de Paris, permet de discuter cette hypothèse d'une « invention africaine de l'écologie française ». Directement financée par le CNRS<sup>3</sup>, la station de Lamto a constitué un lieu sans équivalent dans le champ des recherches écologiques françaises, par l'ampleur des travaux entrepris et par l'influence collective et individuelle de ses chercheurs. D'une manière assez étonnante, ce site « périphérique » et formellement situé « à l'étranger » a ainsi cristallisé, tout particulièrement pendant ses quinze premières années, les développements les plus accomplis d'un projet scientifique résolument moderne, tout en façonnant, en France, son organisation centrale.

- 3 Ce paradoxe apparent doit s'envisager dans un contexte sociopolitique singulier : la « coopération ». Pendant deux décennies au moins (1960-1980), les circulations de tout ordre entre la France métropolitaine et ses anciennes colonies africaines s'intensifient, des générations d'experts et d'« assistants techniques » français allant et venant dans les capitales africaines. Dans la droite ligne des politiques coloniales de modernisation initiées après guerre, la « coopération scientifique et technique » – selon l'expression consacrée – s'affirme après les indépendances comme un lien central, et volontiers exhibé, de la relation franco-africaine<sup>4</sup>. En faisant du « pré carré » africain une condition de la grandeur française, le système de la « coopération » incarne donc une continuité historique et spatiale, qui met en question certains cadrages méthodologiques, comme le cloisonnement entre l'espace « métropolitain » et celui des (ex-) colonies, ou la distinction chronologique entre période coloniale et post-coloniale<sup>5</sup>. C'est sur la scène ambiguë d'un espace à la fois domestique et indépendant<sup>6</sup> que doit s'envisager, à la lumière de l'héritage colonial, un pan entier de l'histoire de l'écologie française.
- 4 L'histoire de Lamto permet de saisir comment le déploiement (post-)colonial a pu constituer une occasion unique d'innovations scientifiques, sur le plan pratique et théorique. Ce déploiement, en retour, a agi sur l'institutionnalisation d'une discipline dont la vocation dépasse largement l'horizon colonial ou tropical. Les relations entre la science et l'expansion coloniale, en effet, ne se limitent pas à la diffusion à sens unique de connaissances élaborées en métropole, à l'extraction de matière première scientifique, ou encore à l'utilisation intéressée de certaines technologies – les « outils d'Empire » – par les pouvoirs coloniaux. Une série de travaux récents ont ainsi dépeint les colonies comme des lieux d'innovation, des « laboratoires de modernité », qui furent autant d'opportunités de carrière pour des scientifiques et des experts dont la place, d'un point de vue métropolitain, n'était ni entièrement marginale ni purement utilitaire<sup>7</sup>. Surtout, l'investissement scientifique des colonies n'a pas été sans affecter, par réverbération, la métropole elle-même. L'exemple des sciences naturelles, dont les pratiques ont été façonnées par l'expansion impériale, montre assez bien comment l'Empire s'est trouvé au cœur d'institutions scientifiques dont le lien à l'expansion coloniale semble incertain ou secondaire – pensons au Muséum d'histoire naturelle<sup>8</sup>. De la même manière, des « technologies politiques » comme la santé publique, l'urbanisme, ou les sciences de l'environnement<sup>9</sup> ont elles aussi été expérimentées et mises à l'œuvre en situation coloniale avant d'être (ré-)importées dans l'espace métropolitain. Ce type de circulations « entre métropole et colonie »<sup>10</sup>, dont l'importance est aujourd'hui largement reconnue, montre qu'il est nécessaire de faire sortir l'histoire des sciences de l'étude confinée – et provinciale – des territoires métropolitains.
- 5 La question impériale est pourtant très largement absente de l'historiographie française de l'écologie scientifique<sup>11</sup>. La lacune tient sans doute au type d'approches privilégié jusqu'ici : les travaux français<sup>12</sup>, essentiellement appliqués à démêler les influences intellectuelles et philosophiques ayant façonné la « pensée écologique », au sein des sciences naturelles notamment, n'abordent que peu l'histoire de l'écologie en tant que discipline scientifique instituée et professionnalisée. L'histoire sociale et institutionnelle de l'écologie en France est cependant marquée par une singularité évidente : l'apparition tardive de l'écologie en tant que discipline distincte des sciences naturelles ou de la géographie<sup>13</sup>. À titre de repère, la section d'écologie au CNRS n'est

créée qu'en 1976, quelques années après la Société française d'écologie (1969). Plutôt que de spéculer sur les « singularités hexagonales » que ce « retard » révèle, nous proposons d'insister ici sur les dynamiques, notamment internationales, que cette création concrétise et renforce. Nous relirons à travers l'histoire de la station de Lamto l'émergence en France d'une écologie systémique, qui constitue en quelque sorte la première forme paradigmatique de l'écologie scientifique, dont rend compte le corpus technique et théorique réuni dans le livre-référence *Fundamentals of Ecology* d'Odum (1964). Nous risquons alors l'hypothèse que les espaces africains, terrain d'élection « français » de cette approche, ont pu être, dès 1942, les laboratoires théoriques et pratiques d'une science massive et ambitieuse et les catalyseurs de l'invention interdisciplinaire et internationalisée de l'écologie française.

Mesurer la nature : Maxime Lamotte, les manœuvres africains et la « bionomie quantitative »

- 6 L'histoire de la station de Lamto s'inscrit dans une généalogie scientifique plus large, qui commence avec les recherches effectuées depuis 1942 dans les monts Nimba, à quelques centaines de kilomètres à l'ouest du site de Lamto.
- 7 En 1941, Maxime Lamotte, élève en troisième année à l'École normale supérieure et jeune naturaliste, est choisi pour participer à une mission de prospection en Afrique occidentale française, sous l'égide de la Ligue maritime et coloniale. Encouragés par le gouvernement de Vichy, qui cherche alors des « savants pour l'Empire »<sup>14</sup>, six jeunes naturalistes et géographes partent pour Dakar, où ils sont accueillis par Théodore Monod, le directeur de l'Institut français d'Afrique noire (Ifan)<sup>15</sup>. Pour quelques mois, Maxime Lamotte rejoint les monts Nimba, un massif montagneux isolé en Guinée forestière. Le site est d'une richesse faunistique impressionnante, mais le travail que Maxime Lamotte entreprend dépasse l'horizon de la simple prospection naturaliste : en mettant à profit les dizaines de manœuvres locaux dont il dispose, il organise des ramassages massifs d'animaux. Plusieurs milliers d'échantillons sont ramenés à Paris et étudiés au Muséum. La récolte, faramineuse pour un jeune naturaliste, est récompensée par l'identification d'une série d'espèces nouvelles, dont le *Nectophrynoïdes occidentalis*, un crapaud vivipare – caractéristique rarissime. La découverte des monts Nimba en 1942 est pour Maxime Lamotte une révélation : le site est envoûtant (Maxime Lamotte confessa, comme d'autres, sa « nimbalgie ») ; la nature y semble « vierge » et surtout, Maxime Lamotte y « prend conscience des possibilités de l'Afrique »<sup>16</sup>, où la main d'œuvre bon marché permet à un chercheur seul et jeune de mener des études d'envergure. Une carrière de zoologiste commence donc brillamment, sans pour autant se limiter aux problèmes des milieux tropicaux ou à la systématique. Maxime Lamotte diversifie en effet après guerre son bagage scientifique, en effectuant, entre 1943 et 1951, une thèse remarquée sur le polymorphisme génétique dans des populations d'escargots, sous la direction de Georges Teissier. Pris en charge par l'Ifan, Maxime Lamotte retourne au Nimba dès 1946, notamment pour récolter en nombre les intrigants *Nectophrynoïdes*. Les recherches qu'il entreprend sont bien plus ambitieuses et clairement démarquées de ses activités métropolitaines en génétique des populations. Dans la publication qui fait suite à sa mission, « Un essai de bionomie quantitative »<sup>17</sup>, Maxime Lamotte donne les principes théoriques et pratiques d'une étude écologique des peuplements animaux.
- 8 Le projet se rattache explicitement à deux disciplines, dont on sait l'importance dans l'histoire de l'écologie, la phytosociologie et la biogéographie. En particulier, il propose

d'appliquer les méthodes quantitatives utilisées en phytosociologie<sup>18</sup> à la description de la faune. Par des relevés quantitatifs, il est possible de définir précisément des « groupements animaux » analogues aux associations végétales, dont la composition permet de caractériser un milieu naturel et son évolution. Maxime Lamotte entend ainsi dépasser le simple inventaire naturaliste, pour transposer « à une plus petite échelle » le raisonnement synthétique de « la biogéographie » et prolonger ses recherches « dans le détail des paysages ». La biogéographie est une référence importante pour Maxime Lamotte, qui s'inspire de ses lectures d'Auguste Chevalier et de Maximilien Sorre. La « bionomie quantitative » qu'applique Maxime Lamotte au monde animal se définit donc comme « un point de vue particulier de l'étude des êtres vivants dans leurs rapports entre eux et avec le milieu environnant, étude qui constitue dans son ensemble l'écologie »<sup>19</sup>. Son ambition première est la description fine, dans l'espace et dans le temps, des ensembles faunistiques naturels.

- 9 Le principal obstacle à ce double transfert disciplinaire – où l'on voit s'esquisser la trajectoire épistémologique de l'écologie systémique – est d'ordre pratique, la complexité du monde animal imposant, pour éviter une « somme de travail sans rapport avec les résultats escomptés »<sup>20</sup>, une innovation méthodologique. Maxime Lamotte présente donc la méthode des « relevés quantitatifs » éprouvés sur les pentes des monts Nimba : « On délimite un carré de 20 mètres de côté, exceptionnellement de 40 mètres, par un cordeau tendu sur des piquets. Partant simultanément des quatre côtés du carré, une vingtaine d'équipes de deux ou trois indigènes, adultes ou enfants, armés de pinces de chasse et de flacons à sciure, à alcool et à cyanure, se mettent à l'œuvre. Leur travail consiste à ramasser tous les animaux, sans exception, qu'ils trouvent tant sur les herbes (...) que sur le sol même (...). Les équipes progressent ainsi peu à peu, jusqu'à se rencontrer au centre : en une dizaine d'heures, si la surveillance est active, le sol se trouve entièrement dénudé et dépouillé de la plus grande partie de sa faune. (...) Les animaux recueillis, au nombre de plusieurs milliers ou dizaines de milliers, sont ensuite triés, classés, comptés et enregistrés<sup>21</sup>. »
- 10 Nul besoin d'insister ici pour saisir l'intérêt de l'usage massif de la main d'œuvre (une cinquantaine de personnes sont mobilisées lors du relevé décrit) pour la « mesure » quantitative du peuplement animal de la prairie. Maxime Lamotte formule lui même, d'une manière limpide, le double atout du terrain colonial dans l'invention d'une méthode « bionomique ». « La main d'œuvre dont nous disposions était abondante, pratiquement illimitée, et bien encadrée par une douzaine d'aide entomologistes, que trois mois de formation avaient rendus capables de distinguer les bêtes à recueillir en alcool de celles à tuer au cyanure ou à l'acétate d'éthyle. Les principales difficultés pratiques auxquelles se heurtent les zoologistes métropolitains – milieux remaniés, difficultés d'exécution – se trouvaient ainsi partiellement levées<sup>22</sup>. »
- 11 Outre la main d'œuvre, c'est aussi des milieux « simples », « primaires », « nullement remaniés cent fois par l'homme » que le terrain colonial propose, où les « principes de base de la bionomie quantitative terrestre peuvent être établis ». Dans les mots de Maxime Lamotte, l'Afrique réunit donc « une série de circonstances favorables<sup>23</sup> », à la fois naturelles et sociales, que les régions métropolitaines, « trop peuplées et cultivées<sup>24</sup> », ne peuvent rassembler.
- 12 Quelques travaux suivront cet essai programmatique<sup>25</sup> : Maxime Lamotte, nommé professeur à Lille en 1953, ne revient au Nimba que pour quelques expéditions, en 1951-1952 avec Roger Roy, jeune zoologiste de l'ENS, puis en 1956, avec deux étudiants

zoologistes. De nombreux relevés quantitatifs permettent alors des comparaisons selon les milieux et les saisons. Les monts Nimba deviennent pendant ce temps un « haut lieu » des sciences naturelles en Afrique. Le site, depuis 1944, est classé par le gouvernement de l'AOF comme une « réserve naturelle intégrale ». Botanistes, géographes et zoologistes s'y succèdent, sous l'égide de l'Ifan. Une case-laboratoire est même organisée, superbe, au pied des monts, par le directeur de l'antenne de l'Ifan à Abidjan, Jean-Luc Tournier.

- 13 Le 2 septembre 1958, la Guinée devient indépendante, et son président Sékou Touré rompt ostensiblement les liens avec la France. Jean-Luc Tournier, pharmacien de formation, et « homme à tout faire » colonial de carrière, est contraint de quitter la base du Nimba, située sur le territoire guinéen. Très rapidement, Maxime Lamotte, Jean-Luc Tournier et d'autres « nimbalgiques » doivent reconnaître l'impossibilité politique de continuer à travailler au Nimba. Mais Maxime Lamotte, nommé, en 1956, directeur du laboratoire de zoologie de l'ENS, souhaite reprendre ailleurs ses recherches africaines en écologie. Pendant l'été 1961, il parcourt donc la Côte d'Ivoire avec Jean-Luc Tournier, à la recherche d'un milieu comparable aux prairies des monts Nimba : une savane, sans arbres ni arbustes, vierge de toute activité humaine ; un milieu d'apparence simple où le zoologiste pourra « donner la priorité aux animaux »<sup>26</sup>. La tournée s'achève au bout d'une piste de forestiers, à 150 km d'Abidjan, dans une savane herbeuse dominée par des palmiers rôniers.
- 14 Maxime Lamotte et Jean-Luc Tournier, séduits par la présence de gros rochers, la proximité du fleuve Bandama et l'éloignement des villages, choisissent l'emplacement pour de futures recherches. L'installation est négociée avec le chef coutumier d'un village voisin. Alors que Maxime Lamotte, de retour en France, cherche les premiers étudiants pour le suivre en Côte d'Ivoire, Jean-Luc Tournier crée, par une lettre à en-tête, le nom du terrain de travail : Lamto, pour Lamotte et Tournier.  
Lamto : l'écologie d'un projet de recherche
- 15 Au cours des années 1950 retentissent jusqu'en France les travaux de Lindemann, puis ceux d'Odum, qui orientent la recherche vers l'étude des « relations trophiques » et des « flux de matière et d'énergie » qui structurent les « écosystèmes »<sup>27</sup> – des termes absents du programme de « bionomie quantitative », qui se limitait à une description des peuplements en termes d'effectifs et de biomasse. La mise en place des recherches écologiques à Lamto en Côte d'Ivoire coïncide avec l'adoption, par des chercheurs français et pour l'étude d'un milieu terrestre, d'une telle vision écosystémique. Son utilisation pratique suscite des modes innovants d'organisation du travail scientifique, qui intègrent les conditions socio-historiques du terrain ivoirien, tout en présentant une analogie structurelle particulièrement frappante avec certaines métaphores écologiques.
- 16 Le 27 novembre 1961, la future « mission d'études temporaire » est officiellement placée sous le patronage du Président ivoirien Félix Houphouët Boigny, après un échange de lettre avec la direction de l'ENS<sup>28</sup>. Le 29 décembre 1961, Maxime Lamotte, Jean-Luc Tournier et un couple de jeunes biologistes, Dominique et Yves Gillon, plantent leurs tentes sur le site de Lamto. Un bâtiment en bois, le Scaf I, est utilisable peu après, quand deux autres étudiants rejoignent l'équipe en janvier 1962. Les temps « héroïques » de la recherche à Lamto commencent alors : l'eau, puis l'électricité ne seront définitivement installés que plus tard, après 1964, quand une station de géophysique liée au laboratoire de physique de l'ENS rejoindra les écologistes sur le

site. Largement financée dans le cadre de la surveillance des essais nucléaires français au Sahara, cette station occupera à plein temps Jean-Luc Tournier, qui bâtit et habite avec sa femme une superbe villa dominant la savane.

- 17 Au moment des premiers relevés quantitatifs de janvier 1962, les recherches sont prévues pour « une ou deux années », et doivent viser « à tout quantifier »<sup>29</sup>. La savane semble en effet homogène et simple, « azoïque », plaisante même Jean-Luc Tournier devant l'absence apparente d'animaux<sup>30</sup>. Les étudiants se répartissent donc le travail entre les invertébrés des milieux herbacés, le peuplement du palmier Rônier, l'arbre emblématique de Lamto, et les vers de terre. Mais l'hétérogénéité spatiale de l'écosystème apparaît vite, en même temps que les premières difficultés taxinomiques, dues aux espèces nouvelles ou difficiles à identifier. Surtout, dès la fin janvier, le feu brûle la savane et surprend les chercheurs : d'abord « catastrophés »<sup>31</sup>, ils prendront vite la mesure de l'importance écologique du phénomène, synchroniseur du cycle saisonnier et condition nécessaire pour le maintien de l'aspect « ouvert » de la savane<sup>32</sup>, exposée sinon à une lente reforestation. L'ambition et la durée du projet, qui s'oriente vers une étude synthétique de l'écosystème et de son évolution saisonnière, sont donc réévaluées immédiatement.
- 18 Dès l'été 1962, de nouveaux étudiants, dont deux botanistes, arrivent à Lamto. Le fonctionnement qui s'instaure annonce certaines régularités dans l'organisation scientifique du projet, qui entre vite « en régime de croisière »<sup>33</sup>. L'une d'entre elles est l'implication presque exclusive d'étudiants « diplômés »<sup>34</sup> recrutés par Maxime Lamotte, qui « passe ses annonces » à l'issue de ses cours à la faculté des sciences à Paris. Pour tout financement souvent, leur voyage et leur séjour sont pris en charge par le budget de la station. Les missions, pendant les premières années, durent de long mois, interrompus seulement par les (rares) sorties à Abidjan. Les étudiants se succèdent et se retrouvent ; zoologistes, botanistes, géographes, climatologues, pédologues partagent la vie quotidienne de la station, que quelques chercheurs de l'Orstom, très présent en Côte d'Ivoire, rejoignent aussi. Lamto devient une communauté, avec ses hiérarchies, ses rites, et son identité. Ses contours imaginés et matériels s'internationalisent, entre « les anciens » rentrés en France ou expatriés ailleurs et les figures du terrain comme Jean-Luc Tournier ou Roger Vuattoux<sup>35</sup> ; des centaines de kilos de prélèvements et de matériel transitent annuellement entre la rue d'Ulm et la savane du pays Baoulé. Un journal est même créé et édité par le laboratoire de zoologie de l'ENS, le *Bulletin de liaison des chercheurs de Lamto*, qui paraîtra entre 1968 et 1977.
- 19 Le travail scientifique est strictement coordonné : chaque étudiant étudie un « compartiment » de l'écosystème – végétal ou animal – et évalue son importance quantitative et les flux de matière et d'énergie qui le traversent. Chacun, souvent avec inventivité, met en œuvre des techniques de mesure ou de piégeage adaptées à son sujet – avec pour seule consigne de « faire du quantitatif ». Une synthèse est prévue pour réunir et relier ces contributions et achever la description de l'écosystème. Les chercheurs se souviennent : « Ma thèse était sur les araignées. C'était une boîte avec des flèches : il fallait faire : qu'est ce qui rentre ? Qu'est ce qui sort ? »<sup>36</sup> ; « Mon projet, c'était : « Faire les diptères ». C'est très léger de partir comme ça. (...) Maxime Lamotte disait toujours « vous allez sur place, vous verrez bien » »<sup>37</sup> ; « Il y en avait un sur les herbes, un sur les arbres, de même qu'il y en avait un sur les vers de terre, un sur les termites, un sur les fourmis, un sur les oiseaux... Cela correspondait à la vision qu'avait

Maxime Lamotte de l'écosystème (des boîtes autonomes reliées par des flèches), donc à une stratégie de *management* scientifique et humain : on étudie les boîtes et non les flèches ; Maxime Lamotte pouvait ainsi calculer les flèches à partir des boîtes et proposer une synthèse d'ensemble. »<sup>38</sup>

- 20 La vision de l'écosystème comme un ensemble de compartiments interconnectés et ordonnés par des relations trophiques organise donc directement la répartition du travail scientifique. L'écologie à Lamto est industrielle : de l'ordre de 40 thèses et autres diplômes sont soutenus avant 1976 ; plus de deux cents articles sont publiés pendant la même période. Au fil de l'avancement des travaux, Maxime Lamotte esquisse des synthèses, les plus abouties paraissant entre 1974 et 1977<sup>39</sup>. Quelques figures – diagrammes, bilans énergétiques ou réseaux trophiques – fournissent alors un résumé, à la fois imparfait et expressif, de quinze ans de recherches. L'analogie entre les concepts utilisés – productivité, structure, organisation – et le management du projet est immanquable. À la fameuse « pyramide des biomasses » correspond métaphoriquement l'organisation pyramidale du projet, fondé sur un double rapport hiérarchique, entre Maxime Lamotte et ses étudiants d'une part, et entre ses étudiants et leurs nombreux manœuvres d'autre part. Maxime Lamotte décrit volontiers, et tout en (auto)dérision, ce système sans équivalent à l'époque : « Faire un écosystème pour un étudiant c'est impossible. J'ai fait ça parce que j'avais des « esclaves ». Des « esclaves » pour ramasser d'abord. Des « esclaves » pour rédiger des mémoires ensuite. »<sup>40</sup>
- 21 De fait, l'ampleur et la qualité des données amassées doivent beaucoup à l'utilisation massive des manœuvres, particulièrement pendant les premières années, lorsque de vastes relevés reprennent en l'améliorant la méthode du Nimba. Cet usage, qui contraste avec la présence très discrète des chercheurs ivoiriens à la station, incarne la figure la plus nette de la continuité coloniale. Le personnel ivoirien de Lamto, partagé entre permanents et journaliers, constitue sous l'appellation « travailleurs africains » la principale ligne budgétaire du projet, tel qu'il est présenté dans les demandes de financements au CNRS<sup>41</sup>. Les salaires journaliers, que Jean-Luc Tournier, fort de sa longue expérience coloniale, avait fixés supérieurs à ceux des plantations voisines, rendent la station attractive, dès les premiers recrutements début 1962. Certains Ivoiriens, arrivés comme simples « manœuvres-machette » (faisant fonction de débroussailliers), resteront à la station plus de trente ans, devenant ainsi des véritables mémoires de ses grandes heures, de fins connaisseurs de sa flore et des guides précieux pour les « nouveaux arrivants »<sup>42</sup>. Les relations entre les jeunes Français et les manœuvres, leurs familles et les habitants des villages alentours sont loin de se réduire au simple rapport économique : toujours ambivalentes, elles sont à la fois hiérarchiques et « tendres », autoritaires et fraternelles.
- 22 La main d'œuvre est donc l'atout principal du projet Lamto et la condition même de son entreprise de « quadrillage de la nature ». Non sans paradoxe, cette force de frappe garantit à la fois la précision et l'exhaustivité des mesures, c'est-à-dire l'objectivité et l'universalité du savoir produit, tout en représentant sa localité même. Regroupés autour de la station dans des campements, les manœuvres et leurs familles utilisent, cultivent et parcourent la « nature vierge » qu'ils ont pour mission de mesurer pendant leurs heures de travail. Les petits conflits entre les gérants de la station et les « braconniers » quotidiens, qui sont souvent leurs propres employés, mettent ainsi à

jour une des contradictions les plus évidentes de la vision écosystémique, qui s'applique à étudier ou à contrôler une nature vierge d'hommes... et de scientifiques<sup>43</sup>.

Le laboratoire ivoirien et ses effets métropolitains : interdisciplinarité et internationalisation

- 23 Le terrain africain n'a pas seulement fourni des conditions naturelles et sociales propices aux recherches écologiques les plus ambitieuses. En levant des obstacles institutionnels ou en inspirant des innovations intellectuelles et pratiques, l'expérimentation (post-)coloniale de l'écologie a été une occasion unique de réforme disciplinaire et de circulations internationales.
- 24 La trajectoire intellectuelle et institutionnelle de l'écologie se décrit souvent comme la rencontre de concepts et de pratiques issus d'horizons disciplinaires divers<sup>44</sup> que l'étude des écosystèmes fait converger. L'histoire de Lamto est à ce propos un cas d'école. Dès 1946, la perspective écologique du projet de « bionomie quantitative » procède explicitement de l'apport en zoologie d'outils de la phytosociologie et de la biogéographie. Cette interdisciplinarité, loin de procéder d'influences immatérielles, correspond socialement à des liens noués dans les difficultés et les joies de l'aventure coloniale et naturaliste : sur les pentes des monts Nimba, les maîtres, partenaires et amis de Maxime Lamotte sont botanistes et surtout géographes<sup>45</sup>. Les recherches à Lamto accentuent encore cet aspect interdisciplinaire, constitutif aussi bien des théories et des pratiques que des stratégies de financement de l'écologie. D'une manière parfaitement explicite, après avoir obtenu pendant deux ans le financement d'une « mission permanente » à la section zoologie du CNRS, Maxime Lamotte profite du système des « recherches coopératives sur projet » pour obtenir un financement conjoint des sections de zoologie, de géographie et de botanique. Demandée et acceptée en 1964, la RCP n° 60 « Étude écologique des milieux herbacés de Côte d'Ivoire » permet une multiplication évidente des ressources, les contributions des trois sections de zoologie de botanique et de géographie s'additionnant<sup>46</sup>. Ce n'est qu'en 1976 que la création d'une section d'écologie met un terme à cet usage stratégique de l'interdisciplinarité. La RCP n° 60 prend fin au même moment, alors qu'un laboratoire associé d'écologie est créé à l'ENS. Maxime Lamotte, nommé la même année président de la section d'écologie du CNRS, le dirige.
- 25 Telle qu'elle a été évaluée et soutenue sans réserve par le CNRS entre 1964 et 1976<sup>47</sup>, la contribution scientifique de Lamto ne s'est jamais réduite à une recherche tropicaliste<sup>48</sup>. Les rapporteurs voient ainsi à Lamto un « modèle d'étude d'écologie intégrée »<sup>49</sup>, « un des rares milieux naturels bénéficiant d'une étude écologique intégrant une équipe de spécialistes des différentes disciplines », un « écosystème (...) en passe de devenir l'un des mieux connus »<sup>50</sup>. De nombreux faits attestent de la pleine intégration de Lamto aux arènes scientifiques métropolitaines et même de son rôle réformateur. Maxime Lamotte, tout d'abord, est la principale figure de cette influence. Sans surestimer l'importance du personnage, dont les multiples passages en Côte d'Ivoire ont été réguliers mais brefs, on peut dire qu'il a fait de Lamto le point d'ancrage périphérique d'une « réforme domestique », qui a contribué à affirmer la place propre de l'écologie au sein des sciences de la vie. Il crée ainsi à la rentrée 1963 avec le professeur Grassé le premier DEA d'écologie de France, à la faculté des sciences de Paris. Son influence sur la discipline, jusqu'en 1980 au moins, est incontestable. Les trajectoires, fulgurantes pour certaines<sup>51</sup>, des anciens étudiants de Lamto témoigneront rétrospectivement de la portée du projet et, non sans contradiction, des limites de son

organisation – les étudiants les plus brillants ayant souvent cultivé une certaine indépendance par rapport à la simple perspective quantitative et « compartimentée ».

- 26 Lamto est à partir de 1964 le site le plus en vue de l'écologie systémique française<sup>52</sup>. En se distinguant parmi les contributions françaises au Programme biologique international, Lamto révèle plus largement l'importance du terrain (post)-colonial dans le mouvement d'internationalisation des sciences de la vie qui se dessine après guerre. Le PBI, au moins pour sa composante européenne, s'inscrit en effet dans une généalogie coloniale et africaine, incarnée par son président François Bourlière<sup>53</sup>, et surtout par son secrétaire scientifique, E. B. Worthington, écologiste anglais et archétype du « savant colonial »<sup>54</sup>. Dans la même veine, le secrétariat du Comité français du PBI est assuré par Raymond Schnell, un ami de Maxime Lamotte qui partage son tropisme africain<sup>55</sup>. Le PBI-France accorde une part considérable de ses financements aux études effectuées dans le « pré carré » des anciennes colonies africaines : en 1968 par exemple, les projets de Côte d'Ivoire, du Sénégal et de Madagascar reçoivent 60 % des crédits totaux, dont 22 % au seul projet Lamto<sup>56</sup>. Tout aussi significativement, un colloque du PBI réunissant les spécialistes mondiaux de l'écologie des milieux herbacés est organisé en 1972 à Lamto même : la station s'affirme comme la vitrine française – et la porte d'entrée – de l'écologie systémique internationale. L'implication de Lamto au sein du PBI met en oeuvre des circulations techniques et des efforts de standardisation, dans un souci de comparaison entre écosystèmes et grâce à une série de réunions internationales. Les projets d'étude des vastes prairies nord-américaines et polonaises semblent alors, par leur ampleur, plus proches de Lamto que les quelques projets « métropolitains » menés en France par des équipes réduites. En particulier, les similarités entre Lamto et le projet mené à Fort-Collins par Georges Van Dyne sont frappantes : l'étude est centralisée et coordonnée par la seule personne de Van Dyne et utilise massivement une main d'œuvre « subalterne », en l'occurrence des étudiants et chercheurs issus d'universités de second rang<sup>57</sup>. C'est donc une configuration commune de la recherche écologique que ces deux projets PBI incarnent : une forme de travail collectif et hiérarchisé, qui partage une même représentation (qu'on pourrait qualifier de coloniale) de la nature et de son fonctionnement, et qui contient d'ailleurs les tensions « managériales » et les contradictions théoriques qui conduiront à sa remise en question<sup>58</sup>. Enfin, l'insertion internationale de Lamto est restée incomplète et son bilan scientifique, avec le recul des années, relativement discret : la stratégie de publication des travaux – généralement en français et dans des revues peu diffusées<sup>59</sup> – est le symptôme, voire même la cause d'une tension jamais entièrement résolue entre centre et périphérie.
- 27 Un tournant majeur pour la station de Lamto peut être situé entre 1974 et 1976, lorsqu'elle est officiellement rattachée à l'université d'Abidjan, que le PBI et la RCP n° 60 expirent et que commence la réorganisation institutionnelle de l'écologie française. À ce moment, le projet scientifique initial de Lamto semble accompli, alors que les premières synthèses paraissent. S'annonce la fin d'une époque : celle d'un projet collectif cohérent et monolithique et celle des « grandes années » des mesures massives. Pendant trois décennies, les prairies du Nimba et de Lamto ont constitué, entre métropole et colonies, le laboratoire de la vision et des pratiques d'une écologie scientifique : un site propice pour la mesure de la nature et une occasion inédite de circulations interdisciplinaires et internationales.

28 Lamto a continué à bénéficier, pendant les années 1980 et 1990, des infrastructures et de l'influence acquises pendant cette période fondatrice. Alors que les approches d'écologie systémique sont repensées, voire délaissées, sur le plan international, la recherche à Lamto garde sa vitalité. En intégrant de nouvelles techniques (notamment la modélisation) et de nouvelles problématiques, Lamto montre sa capacité à survivre aux conceptions qui ont organisé les recherches des premières années : à la mesure d'un écosystème vierge et stable succède l'étude de son hétérogénéité spatiale, de sa biodiversité, de son évolution à long terme ou de ses interactions avec l'homme. Lamto s'intègre alors aux grands programmes internationaux qui assurent, à l'instar du PBI, la promotion et le financement des recherches. Les modalités de l'adaptation de la station à cette nouvelle donne scientifique restent à analyser, comme celles de son adaptation aux reconfigurations – parfois douloureuses – de la relation franco-ivoirienne.

---

## NOTES

1. Le PBI (1964-1974) est un programme émanant de l'*International Council of Scientific Unions* (ICSU), la « fédération » internationale des académies des sciences. Son but affiché est l'étude des « bases biologiques de la productivité et du bien-être humain ». Relayé par des comités nationaux, le programme est financé par les différents gouvernements et en France, par la DGRST.

2. Chunglin Kwa, « *Representations of nature mediating between ecology and science policy : The case of the International Biological Programme* », *Social Studies of Science*, 1987, 17, p. 413-442.

3. Le CNRS a financé la station pendant ses quinze premières années de fonctionnement dans le cadre d'une mission permanente, puis des « recherches coopératives sur projet » (RCP n° 60). Après 1976, le soutien est indirect à travers les crédits attribués au laboratoire associé d'écologie de l'ENS (LA n° 258) puis aux structures successives qui l'ont remplacé jusqu'à aujourd'hui. Nous retenons ce tournant de 1976, qui coïncide avec une série de changements institutionnels, pour baliser notre périodisation. À l'heure où nous écrivons cet article, la station de Lamto, toujours liée aux chercheurs en écologie de l'ENS, est dirigée par Souleymane Konaté et dépend de l'université d'Abobo-Adjamé, Abidjan.

4. On se réfèrera au long de cet article au travail de Jean-Pierre Dozon. Il insiste sur le maintien et le renforcement du « domaine franco-africain » après les indépendances, et sur son importance pour l'État Français. La Côte d'Ivoire, où le nombre d'expatriés français n'a cessé de croître entre 1945 et 1975, est certainement le pays emblématique de cette période de la « coopération », et de ses ambiguïtés. Jean-Pierre Dozon, *Frères et sujets : La France et l'Afrique en perspective*, Paris, Flammarion, 2003.

5. La périodisation de l'histoire africaine en blocs « pré- et post- indépendance » est aujourd'hui largement remise en cause. Les indépendances, qui constituent certes des moments de redéfinition politique et sociale, doivent justement être évaluées dans la continuité – économique notamment – des politiques coloniales de modernisation. Frederick Cooper, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge

University Press, 2003; Stephen Ellis, « *Writing Histories of contemporary Africa* », *Journal of African History* 43, 2002, p. 1-26. Enfin, j'emploie le terme « post-colonial » dans son acception chronologique et neutre, pour caractériser globalement la période qui suit les indépendances. On ne confondra pas cet usage avec la dénonciation politique du « néo-colonialisme », *i.e.* du maintien de rapports coloniaux de sujétion et d'exploitation au sein de pays indépendants.

6.L'utilisation permanente, dans les documents administratifs concernant Lamto, du terme de « métropole » pour désigner la France témoigne de l'ambiguïté du statut de l'ancienne colonie ivoirienne.

7.Christophe Bonneuil et Marie-Noëlle Bourguet, « De l'inventaire du monde à la mise en valeur du globe. Botanique et colonisation (fin XVII<sup>e</sup> siècle-début XX<sup>e</sup> siècle) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 86, n° 322-323, 1990, p. 9-38. Emmanuelle Sibeud, *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France, 1878-1930*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002.

8.Christophe Bonneuil, « Le Muséum national d'histoire naturelle et l'expansion coloniale de la troisième République (1870-1914) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 86, n° 322-323,1990, p. 143-170.

9.Paul Rabinow, *French Modern: Norms and Forms of the Social Environment*, Cambridge, MIT Press, 1989. Gwendolyn Wright, *The Politics of Design in French Colonial Urbanism*, Chicago, University of Chicago Press, 1991, et plus spécifiquement dans le cas de l'écologie : Peder Anker, *Imperial Ecology : Environmental Order in the British Empire, 1895-1945*, Cambridge, Harvard University Press, 2001 ; Richard H. Grove, *Green Imperialism : Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, Cambridge and New York, Cambridge University Press, 1995.

10.Frederick Cooper and Ann Laura Stoler, « *Between Metropole and Colony: Rethinking a Research Agenda* », in *Tensions of Empire : Colonial cultures in a bourgeois world*, ed. Frederick Cooper and Ann Laura Stoler, Berkeley, University of California Press, 1996, p. 1-58.

11.À titre d'exception, mentionnons l'article : Jean-Paul Deléage, « Aux origines de la science écologique : à propos de quelques ouvrages récents », *Revue d'Histoire des Sciences et de leurs Applications*, 1992.

12.Pascal Acot, *Histoire de l'écologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1988 ; Jean-Paul Deléage, *Histoire de l'écologie : Une science de l'homme et de la nature*, Paris, Éditions La Découverte, 1992 ; Jean-Marc Drouin, *Réinventer la nature : L'écologie et son histoire*, Paris, Desclée de Brouwer, 1991.

13.Pascal Acot, « Le colloque international du CNRS sur l'écologie (Paris, 20-25 février 1950) », in *Les sciences biologiques et médicales en France 1920-1950*, Claude Debru (et al., eds.), 1994, p. 233-240.

14.Christophe Bonneuil, « Des Savants pour l'Empire : les origines de l'Orstom », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 10, Paris, CNRS ÉDITIONS, 1990, p. 83-102.

15.Pour des éléments sur l'histoire de l'Ifan, voir Marie-Albane de Suremain, « L'Afrique en revues : le discours africaniste français, des sciences coloniales aux sciences sociales (anthropologie, ethnologie, géographie humaine, sociologie), 1919-1964 », thèse de doctorat d'histoire, université Paris VII, 2001, 800 p.

16.Au moment d'écrire ces lignes, un volume superbement édité sur les monts Nimba vient de paraître. Le premier chapitre en particulier donne un historique complet des missions des années 1940-1950 : Maxime Lamotte, Roger Roy, Françoise Xavier, « Les premiers temps de l'étude scientifique et de la protection du Nimba (1942-1978) », in *Le peuplement animal du mont Nimba (Guinée, Côte d'Ivoire, Liberia)*, ed. Maxime Lamotte et

- Roger Roy, Mémoires du Muséum d'Histoire Naturelle, Paris, Muséum national d'histoire naturelle, 2003, p. 11-27. Pour un récit sur les géographes au Nimba : Gabriel Rougerie, *À l'aube de la géographie africaniste : trois précurseurs disparus « en tournée »*, Paris, L'Harmattan, 2004.
17. Maxime Lamotte, « Un essai de bionomie quantitative », *Annales Sc. Nat. Zoologie*, VIII, 1946, p. 195-211.
18. L'exemple donné est le spectre de Raunkier.
19. M. Lamotte, « Un essai... », *op. cit.*, 1 p. 203. Je souligne.
20. *Ibid*, p. 197.
21. *Ibid*, p. 199.
22. *Ibid*, p. 198-199.
23. *Ibid*, p. 198.
24. *Ibid*, p. 197.
25. Jean Louis Amiet a fait une thèse sur le sujet, soutenue à Lille en 1963.
26. Maxime Lamotte, entretien avec l'auteur (Paris, 9 juin 2002).
27. Frank Benjamin Golley, *A history of the ecosystem concept in ecology: More than the sum of the parts*, New Haven, Yale University Press, 1993.
28. Correspondance réunie dans les archives privées de Maxime Lamotte.
29. Yves Gillon, entretien avec l'auteur (Ganges, 19 juin 2003).
30. *Ibid*.
31. Dominique Gillon, entretien avec l'auteur (Montpellier, 19 juin 2003).
32. Les « feux de brousse » sont aussi, non sans paradoxe, un facteur incontestable d'anthropisation de la « nature », dès lors plus si vierge, puisqu'ils sont rituellement allumés par les villageois et par les chercheurs eux-mêmes.
33. L'expression est de M. Mousseau, rapporteur du projet Lamto à la section de biologie et de physiologie végétale du CNRS (automne 1971).
34. L'expression, aujourd'hui démodée, pour désigner les étudiants en « diplôme d'études supérieures » ou en « thèse de 3e cycle ». Quelques chercheurs « chevronnés » participent néanmoins au projet, dont le botaniste Roland Portères.
35. Roger Vuattoux, qui est arrivé comme étudiant à Lamto en janvier 1962, a passé l'intégralité de sa carrière en Côte d'Ivoire, dont de longues années comme directeur de la station.
36. Patrick Blandin, entretien avec l'auteur (Paris, 11 février 2002).
37. Daniel Lachaise, entretien avec l'auteur (Gif-sur-Yvette, 8 avril 2003).
38. Jean-Claude Menaut, correspondance écrite avec l'auteur (2 juin 2005).
39. M. Lamotte, « Observations préliminaires sur les flux d'énergie dans un écosystème herbacé tropical, la savane de Lamto (Côte d'Ivoire) », *Geo. Eco. Trop.* 1, 1977, p. 45-63 ; « Origine et bilan du projet Lamto, étude d'un écosystème de savane tropicale », *Bulletin de Liaison des Chercheurs de Lamto*, mars 1974, p. 1-6 ; « Première approche du bilan énergétique d'un écosystème herbacé tropical (Lamto, Côte d'Ivoire) : production primaire et consommation animale », *CR Académie des sciences de Paris*, 284, 1977, p. 1449-1452 ; « Recherches écologiques dans la savane de Lamto (Côte d'Ivoire) : Présentation du milieu et du programme de travail », *La Terre et la Vie*, 21, 1967, p. 197-215 ; « Représentation synthétique des aspects statique et dynamique de la structure trophique d'un écosystème », *CR Académie des sciences de Paris*, 268, 1969, p. 2952-55 ; « The structure and function of a tropical savannah ecosystem », in *Tropical Ecological Systems : Trends in Terrestrial and Aquatic Research*, ed. Golley, New York, Springer Verlag, 1975, p. 179-222 ; « Structure et fonctionnement d'un écosystème de

- savane tropicale », 1973 reprint ; M. Lamotte *et al.*, « Production de quelques populations animales dans une savane tropicale de Côte d'Ivoire », in *Proceedings of IBP Symposium*, Varanasi, BHU, 1974.
40. Maxime Lamotte, entretien avec l'auteur (Paris, 5 avril 2004).
41. Par exemple, le budget de fonctionnement demandé au CNRS pour 1972 prévoit, sur 187 500 FF, 91 250 FF pour les salaires annuels de 25 manœuvres à 10 FF (500 F CFA) par jour. (Centre des archives contemporaines, Fontainebleau, F 19790078, art. 22, RCP n° 60, session 1971).
42. Germain « Petit Konan » est un des manœuvres devenu une figure de la station.
43. Sur cette question, et plus largement sur les contradictions internes de la vision écosystémique, voir notamment Patrick Blandin et Donato Bergandi, « La nature, avec ou sans hommes ? », *La Recherche - Hors série « La Terre »* 11, 2003, p. 67-71.
44. La liste des influences va de la botanique à la thermodynamique, en passant par la biogéographie ou la cybernétique. Jean-Paul Deléage, *Histoire de l'écologie*, Paris, La Découverte, 1991.
45. Citons Roland Portères et Gabriel Rougerie.
46. Pour un exemple, en 1971, la RCP n° 60 est financée à hauteur de 50 % par la zoologie, de 40 % par la botanique, et de 10 % par la géographie. (CAC, Fontainebleau, F 19790078, art. 22, RCP n° 60, session 1971).
47. Les dossiers d'évaluation et de renouvellement de la RCP n° 60 sont réunis au CAC de Fontainebleau, versements F 19790078, art. 22 et F 19780208, art. 50.
48. L'étiquette est en règle générale réservée à l'Orstom, voir : Christophe Bonneuil et Patrick Petitjean, « Les chemins de la création de l'Orstom, du Front Populaire à la Libération en passant par Vichy, 1936-1945 : recherche scientifique et politique coloniale », in *Les sciences coloniales, figures et institutions*, ed. Patrick Petitjean, Paris, Orstom éditions, 1996, p. 113-161.
49. M. Mousseau, rapport pour la section de biologie et physiologie végétale, automne 1971.
50. Brosset, rapport pour la section de biologie animale, automne 1970.
51. Pensons par exemple à Robert Barbault, qui deviendra directeur du département des sciences de la vie au CNRS.
52. Si l'on s'en réfère au point de vue « objectif », car américano-centriste, de Franck Golley, qui prend Lamto comme (seul) exemple réussi du PBI en France. Frank Benjamin Golley, *A history of the ecosystem concept in ecology: More than the sum of the parts*, New Haven, Yale University Press, 1993.
53. François Bourlière, gérontologue et figure tutélaire de l'écologie française, a conduit le projet PBI de la savane de Fété-Olé, au Sénégal. Il a co-signé avec Maxime Lamotte une série d'articles et de livres majeurs dans l'histoire de l'écologie française et a suivi avec bienveillance les travaux de Lamto, en participant systématiquement aux jurys de thèses par exemple.
54. Peder Anker, *Imperial Ecology: Environmental Order in the British Empire, 1895-1945*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, p. 211-219.
55. Raymond Schnell, un botaniste, a fait partie de la première mission au Nimba en 1942.
56. Une série de documents (compte rendus de réunions, rapports) de la direction du CNRS sur le PBI sont disponibles au CAC de Fontainebleau, F 20020168, art. 25.

57. Pour une étude historique spécifiquement sur le projet américain : Chunglin Kwa, « *Modeling the grasslands* », *Historical Studies in the Physical and Biological Sciences*, 1993.
58. Les « successions » respectives de M. Lamotte et G. Van Dyne seront conflictuelles.
59. Par exemple dans les *Annales de l'université d'Abidjan*.
- 

## RÉSUMÉS

### The African Invention of French Ecology

#### History of the Field Station of Lamto (Ivory Coast), 1942-1976

This article examines how ecological researches conducted at the field station of Lamto (Ivory Coast) contributed to the institutional and theoretical structuring of ecology in post-war France. Created in 1962 by the École normale supérieure of Paris (ENS) and supported by the International Biological Program (IBP), the station of Lamto was devoted to the quantitative study of the savannah ecosystem. The history of Lamto – understood as a scientific project and as a site of research – reveals the importance of the post-colonial deployment of French scientists in Africa, in the context of « la Coopération ». First, the scientific genealogy of Lamto enables to trace the colonial roots of quantitative ecology. The Lamto project originated during the naturalist exploration of the prairies of Mount Nimba (Guinea), as early as 1942. A young French naturalist, Maxime Lamotte, conceived there his first investigations in quantitative ecology, relying on a massive use of local indigenous auxiliaries. At the turn of African independences, his project had to be displaced to the neighbouring Ivory Coast, where the station of Lamto was founded. The second part of the article insists on the organization of scientific work at Lamto, between 1962 and 1976. The study of the ecosystem of Lamto, internationally recognized as excellent, relied on a strict coordination of researches. While Lamotte, who headed the zoology laboratory of the ENS, compiled data for the whole ecosystem, several PhD students focused respectively on one component. In turn, they employed numerous unskilled workers for raw material collection. Drawing on colonial hierarchies, the organization thus reflected metaphorically the pyramidal structure of ecosystems. In a third part, the article discusses the role of scientists from Lamto in the emergence in France of ecology as a scientific discipline. The international insertion of the project – the most important French project sponsored by the IBP – gave a strong influence to its leader Maxime Lamotte and to several other scientists. On the tropical field of Lamto, the durable contacts between botanists, zoologists and geographers boosted interdisciplinary dialogue, which proved crucial to the theoretical and institutional making of ecology. Lamto has thus not only been a favourable site for ecological research, but also an occasion of circulations beyond national and disciplinary boundaries.

## INDEX

**Mots-clés :** Afrique, africain, station de Lamto, Côte d'Ivoire, ethnographie, Maxime Lamotte, "bionomie", écologie scientifique

## AUTEUR

### GUILLAUME LACHENAL

Formé initialement en biologie à l'école normale supérieure, Guillaume Lachenal est doctorant en histoire des sciences au laboratoire Rehseis (UMR 7596 CNRS-université Paris 7). Ses recherches, qui mêlent travail d'archives et enquêtes ethnographiques, portent sur l'histoire de la recherche en sciences de la vie en Afrique post-coloniale. Il étudie pour sa thèse l'histoire de la recherche médicale au Cameroun depuis 1945 et notamment l'histoire de l'Institut Pasteur du Cameroun. Email : [lachenal@paris7.jussieu.fr](mailto:lachenal@paris7.jussieu.fr). Guillaume Lachenal tient à remercier Gaëlle Lahoreau et l'ensemble des personnes interviewées.